

# DETTES PUBLIQUES

## non à la « règle d'or » des marchés !

En Grèce, dans toute l'Europe ou aux Etats-Unis, la question de la dette est au coeur du débat politique. Il faut dire les choses clairement. La question de l'endettement public est devenue l'arme de destruction massive utilisée par la droite et les libéraux, de tous bords, pour une nouvelle purge, d'une ampleur inégalée, dans les budgets sociaux. Le piège de la dramatisation qui vient de se jouer à Washington et à Paris avec la « règle d'or » de Nicolas Sarkozy, est utilisé pour contenir et museler l'opposition très largement majoritaire à ces politiques d'hyper-austérité, les imposer comme seule réponse "possible". Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, répond ci-dessous à 4 questions.

### *Que se passe-t-il en Grèce ?*

**Pierre Laurent:** Un premier épisode, ouvert au printemps 2010, vient de se conclure par un fiasco. Le plan dit de « sauvetage » de la Grèce, auquel les députés communistes et du Parti de gauche ont été les seuls à s'opposer au Parlement, a brisé la croissance de ce pays, provoqué l'explosion du chômage et l'écrasement des salaires réels (-8,9% entre 2008 et 2011), aggravant le déficit budgétaire (+6% de 2008 à 2011), accentuant l'accumulation des dettes, malgré les énormes sacrifices imposés au peuple et le bradage des atouts nationaux avec les privatisations, la casse des retraites... La dette publique de la Grèce qui était de 105% de son PIB en 2008 approche, désormais, 150% ! Et voilà dans quelle voie on propose de nous enfoncer.



Les décisions européennes, du FMI comme des gouvernements nationaux européens soumettent tous les peuples de l'Union européenne à un chantage alors que les agences de notation annoncent déjà la forte probabilité de baisser les notes de l'Italie et de la France. **N'est-il pas grand temps de changer radicalement de logique** et de cesser le sacrifice des économies nationales au profit des spéculateurs ?

### *Un sommet européen s'est tenu le 22 juillet. Pour quel résultat ?*

**Pierre Laurent:** Face à la crise très grave des dettes publiques en zone euro, le sommet extraordinaire de l'euro-groupe du 22 juillet dernier a décidé de sauvegarder les intérêts financiers des grands créanciers, au détriment de celui des peuples, des salarié-es. Cette réunion n'a rien changé, ni à l'orientation de la politique monétaire de la Banque centrale européenne, ni à la sélectivité du crédit bancaire. **Nicolas Sarkozy et ses homologues européens ont fait le choix de ne pas frapper les spéculateurs qui sont pourtant à l'origine de la crise financière.**

Ainsi, le principe d'une taxation bancaire a-t-il été rejeté. Certes, les taux d'intérêts des prêts consentis vont être abaissés et leur durée rallongée pour maintenir la tête du débiteur grec hors de l'eau sans le sauver de la noyade. Mais la possibilité d'un « défaut de paiement sélectif » de la Grèce est maintenue, avec le risque de nouveaux acharnements spéculatifs des marchés financiers contre elle, mais également contre d'autres pays considérés comme « fragiles », parmi lesquels l'Espagne, mais aussi l'Italie et ses 1 900 milliards d'euros de dette publique.

### *Et la France ?*

**Pierre Laurent:** Dans le courrier qu'il vient d'adresser aux parlementaires daté du 26 juillet, Nicolas Sarkozy plaide avec enthousiasme en faveur des récentes décisions du Sommet de Bruxelles concernant la crise grecque et d'une gouvernance économique européenne renforcée.



## L'exemple américain ? Rien n'est réglé !

L'accord auquel ont abouti, in extrémis, les dirigeants américains pour relever le plafond de la dette publique des États-Unis va rassurer temporairement les investisseurs et spéculateurs du monde entier. Mais il va s'accompagner de nouvelles dégradations de la situation des salarié-es, des chômeurs américains, d'une accentuation de la crise mondiale.

Le plafond de la dette pourra être effectivement relevé. En contrepartie, on assistera à une baisse de 2400 milliards de dollars des dépenses publiques au détriment des programmes sociaux. Alors même que persiste aux USA un chômage très élevé, une faible création d'emplois et le recul des salaires, tandis que les profits et les trésoreries des grands groupes et des banques explosent alimentant d'énormes spéculations et exportations de capitaux.

Cette situation fait peser une menace sur le monde entier. Le compromis signé par Obama et son opposition prépare une situation beaucoup plus difficile encore avec le ralentissement de la croissance mondiale due à une austérité généralisée dans les pays avancés. Les dirigeants américains chercheront à faire supporter la charge de cette fuite en avant par le monde entier afin de soutenir leurs exportations.

Cela confirme le besoin de s'émanciper de cette hégémonie américaine avec la promotion d'une monnaie commune mondiale de coopération qui pourrait être construite à partir des Droits de tirage spéciaux du FMI dans le cadre d'une profonde réforme de cette institution. Cela confirme aussi la nécessité d'une profonde réorientation de l'Union européenne au lieu de la rivalité dans laquelle elle est engagée avec les États-unis pour se disputer la domination financière.

Il appelle les député-es et sénateurs français à s'unir « comme un seul homme » en vertu des intérêts supérieurs de la nation pour la « maîtrise » des dépenses publiques et à adopter sans discussion la « règle d'or » qui permettrait d'inscrire dans la Constitution la politique d'austérité et d'injustice sociale que son gouvernement mène au bénéfice des marchés financiers.

L'adoption de la règle d'or serait une folie. **Le remboursement des marchés serait garanti tandis que cette règle obligerait à sacrifier nos salaires, nos retraites, notre protection sociale, nos systèmes publics d'éducation et de santé.** Ce serait l'austérité à perpétuité et l'incapacité pour notre économie de se relever. C'est cette voie que notre peuple a refusée par référendum en 2005. Si les partisans de la règle d'or sont convaincus que les Français ont changé d'avis depuis, qu'ils osent la soumettre au suffrage universel ! Si le président de la République par peur du suffrage universel décide d'obtenir ce changement constitutionnel en convoquant les parlementaires en congrès, pas une voix ne doit manquer à gauche pour empêcher l'adoption de ce projet !

### Que pouvons nous faire ?

**Pierre Laurent:** Les communistes appellent toutes les femmes et tous les hommes de progrès à se mobiliser pour mettre en échec cette récession programmée et ce déni de démocratie. Ce rejet doit être l'occasion pour toutes les forces de gauche de s'engager fermement à renoncer à cette politique d'austérité suicidaire et à promouvoir des choix nouveaux de développement social et écologique en France et en Europe. **Nos parlementaires ne voteront pas ce projet** que nous combattons avec détermination, avec toutes les forces du Front de gauche et leur candidat commun à l'élection présidentielle, Jean-Luc Mélenchon

La France ne doit pas seulement se battre pour une solution juste et solidaire au défi de la dette en Europe. Elle doit agir pour émanciper l'Union européenne de la dépendance des marchés financiers en retrouvant à tous les niveaux, national et européen, la maîtrise publique de la finance et du crédit, en taxant les banques et les profits financiers, en changeant le rôle et les missions de la BCE, en relevant les salaires et en développant les services publics. La France pourrait agir pour remplacer le Fonds européen de stabilité financière, qui soutient les marchés, par un Fonds européen de soutien au développement social et solidaire des pays européens.

**Et puisque le président veut engager un débat au Parlement sur la dette, le PCF lui propose de prendre des dispositions avec la télévision, les radios et la presse pour que se déroule un grand débat public pluraliste sur la nature de la dette et les moyens de la réduire** en changeant la fiscalité et en cessant les cadeaux fiscaux et sociaux au grand capital.

Le Front de gauche avec le Parti communiste et ses partenaires est déjà pleinement mobilisé pour mener cette bataille. Nicolas Sarkozy lance un défi à toute la gauche en cherchant à faire la démonstration qu'il n'y a pas d'alternative à sa politique. Relevons ce défi. Une autre politique est possible!



Nom :

Prénom :

Adresse :

E-mail :

Tél :